



Déclaration de la CGT à la F3SCT du 7 octobre 2025

Monsieur le Président,

Il y a une semaine, nous indiquions dans notre déclaration préalable à la veille de la mobilisation intersyndicale du 2 octobre que la situation générale du pays était inédite.

La puissance de la mobilisation du 2 octobre -même si elle était de moindre ampleur que celle du 18 septembre- a montré une nouvelle fois que les salariés de ce pays, la jeunesse et les retraités, refusaient une politique d'austérité qui casse leurs acquis sociaux, dégrade au quotidien leurs conditions de travail et le service public.

C'est dans ce refus – qui s'est exprimé encore plus massivement en 2023 contre la réforme des retraites d'Elisabeth Borne et la retraite à 64 ans- que réside la racine de la crise politique qui traverse notre pays comme l'a encore dit la semaine dernière la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet.

Cette politique d'austérité ce ne sont pas que des mots : ce sont des réalités quotidiennes vécues par les salariés de ce pays, à commencer par les agents du CNFPT que nous représentons.

Le directeur général, M. Mehaddi, a contesté lors du CST ce terme d'austérité en évoquant l'augmentation des dépenses formation de notre établissement.

Soit.

Mais quand les agents en arrêt maladie sont sanctionnés financièrement en étant plus indemnisés qu'à 90% et qu'ils perdent des centaines d'euros si leur arrêt maladie se prolonge, comment cela s'appelle-t-il, sinon austérité ?

Quand les agents en arrêt maladie au CNFPT ne sont pas remplacés par des agents en contrat de remplacement pour maîtriser les coûts et que la charge d'activité retombe sur les agents du service, comment cela s'appelle-t-il sinon austérité ?

Quand nos collègues n'ont pas pu partir en vacances cet été parce que l'augmentation de la subvention au COS par l'employeur n'a pas permis de rendre effectif le droit aux vacances – droit issu du Conseil National de la Résistance de 1944- pour tous les agents de l'établissement, comment cela s'appelle-t-il sinon austérité ?

Et nous pourrions ajouter à cette liste bien trop longue de bien trop nombreux exemples.

A longueur d'ondes, les fonctionnaires de notre établissement entendent responsables politiques, journalistes, pseudo-experts médiatiques que les fonctionnaires et les services publics sont les responsables de la dette, de la crise du pays et qu'il faut baisser la dépense publique.

Mais moins de dépense publique, c'est moins de fonctionnaires et moins de service public et un service public encore plus dégradé ; des classes encore plus surchargées, des temps d'attente encore plus long aux urgences de l'hôpital public, des personnes âgées encore plus en souffrance dans nos EPHAD, des médicaments et des soins encore moins bien remboursés.

Moins de dépense publique, ce sont des fonctionnaires encore plus paupérisés, encore plus mal traités, avec des conditions de travail encore plus dégradées, et une carrière encore plus bloquée.

La CGT ose l'affirmer contre vents et marées : ce n'est pas de moins de dépense publique qu'il faut dans notre pays mais plus de dépense publique ; ce n'est pas de moins de service public qu'il faut dans

notre pays mais plus de service public ; ce n'est pas de moins de droits pour les fonctionnaires qu'il faut dans notre pays mais plus de droits : une augmentation immédiate et massive du point d'indice à 6 euros, l'abrogation de la réforme Borne de la retraite à 64 ans et le retour de la retraite à 60 ans à taux plein, l'abrogation de la loi Dussopt de 2019 et le rétablissement de l'ensemble des droits qu'elle a supprimés : rétablissement des compétences des instances paritaires notamment les CAP, abrogation de la réforme des 1607 heures et rétablissement de tous les jours de congés qui nous ont été volés, rétablissement des congés bonifiés pour nos collègues des DOM...

C'est la raison pour laquelle la fédération CGT des services publics appelle les agents de son champ en particulier des secteurs de la protection de l'enfance, du social, de la santé, de la petite enfance, des ATSEM, des EPHAD, des services d'autonomie à domicile, de la santé mentale et de la psychiatrie à faire grève le 9 octobre pour le renforcement des moyens budgétaires et humains de ces missions de service public.

Cette ligne d'action générale, la CGT entend la décliner au sein du CNFPT et durant les échanges que nous allons avoir sur les différents sujets à l'ordre du jour de cette F3SCT.

La CGT est aussi intransigeante vis-à-vis d'Emmanuel dans son combat contre les mesures de régression sociale de son gouvernement qu'elle l'est vis-à-vis du président Yohan Nédelec dans son combat pour le droit à la carrière des agents du CNFPT, la qualité du service public que rend notre établissement, les conditions de travail de nos collègues.

Mais la CGT souhaite espère que le président Nédelec soit plus à l'écoute des attentes et revendications que porte notre syndicat au sein de l'établissement que ne l'est le président de la République à l'heure actuelle.

Paris, le 7 octobre 2025